

Botswana



- chiffres clés
- Superficie en milliers de km² : 582
 - Population en milliers (2001) : 1 554
 - PIB par hab. en dollars (2001) : 3 726
 - Espérance de vie (2000-2005) : 36.1
 - Taux d'analphabétisme (2001) : 22.0

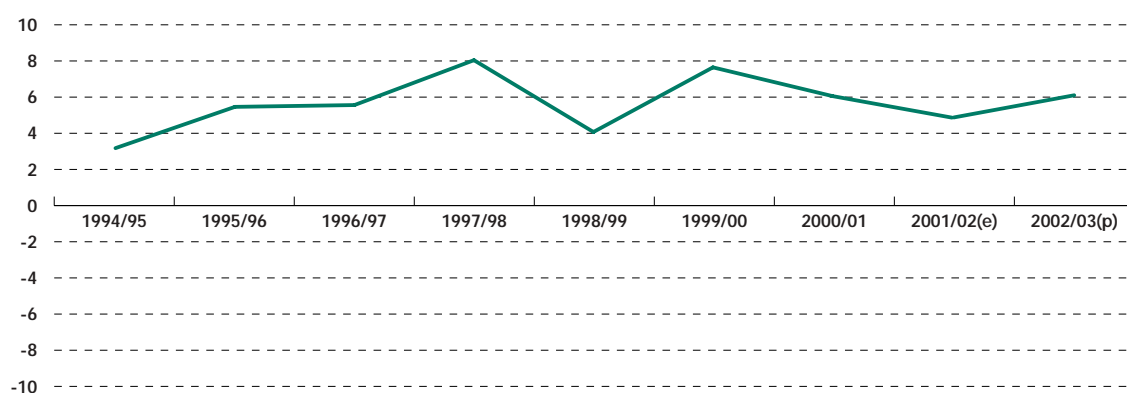
Botswana

LE BOTSWANA EST AUJOURD'HUI salué pour sa croissance remarquable et la prudence de sa politique macro-économique. Au cours des 35 dernières années, ce pays qui comptait parmi les moins avancés, avec 90 pour cent de la population vivant d'une agriculture souvent soumise aux aléas de la sécheresse et un revenu par habitant de 360 dollars environ, est devenu un pays à revenu moyen, dont 50 pour cent de la population active travaille dans le secteur formel. Il s'agit d'une petite économie dotée d'importants gisements de diamants, et dont la bonne gouvernance a permis de mettre les ressources au service de la croissance et du développement. Le Botswana continue de mettre en place des réformes et des mesures visant à renforcer et à diversifier son économie, afin qu'elle ne soit plus dépendante de la production de diamants. Depuis quelques décennies, il affiche une croissance économique soutenue : le PIB réel a enregistré une progression de 9.2 pour cent, en 2000/01. On estime que la croissance s'est ralentie, à 5.1 pour cent environ en 2001/02, et devrait s'établir à 6.1 pour cent en 2002/03,

principalement parce que la production de diamants devrait atteindre un palier. En outre, la croissance sera freinée par les effets de la pandémie de VIH/sida. Malgré ses performances économiques remarquables, et plusieurs initiatives relatives au bien-être social et à la mise en place de filets de protection sociale, ce pays souffre d'un des taux d'infection par le VIH/sida les plus élevés du monde. La prévalence de la maladie chez les adultes atteint 38.8 pour cent. Par ailleurs, en raison de l'insuffisance des possibilités d'emploi, l'incidence de la pauvreté reste élevée et la répartition du revenu y est fortement biaisée. Pourtant considéré comme l'un des meilleurs d'Afrique, le système éducatif ne permet toujours pas aux habitants de trouver un emploi sur un marché très concurrentiel. L'élaboration par le gouvernement d'une stratégie de réduction de la pauvreté (*Botswana Poverty Reduction Strategy*- BPRS), engagée en octobre 2001, marque une étape importante dans la volonté de résoudre les problèmes.

La croissance du Botswana sera affectée par le plafonnement de la production de diamants et les conséquences du sida

Figure 1 - Croissance du PIB en volume



Source : Estimations et prévisions des auteurs sur la base des données du Bureau central des statistiques.

Cette stratégie identifie plusieurs points susceptibles de créer l'environnement propice à un combat soutenu contre la pauvreté. Les mesures énoncées sont notamment les suivantes : renforcement des capacités,

adoption d'une approche intégrée de lutte contre le VIH/sida, consolidation de la capacité exécutive des principales institutions publiques à tous les niveaux.

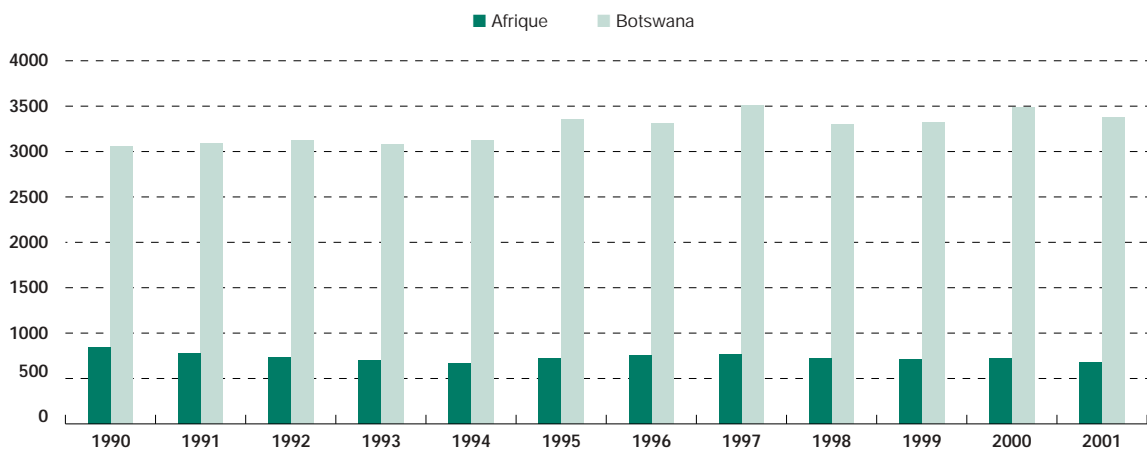
Développements économiques récents

En 2000/01, le taux de croissance du Botswana s'est établi à 9.1 pour cent. Cette performance s'explique par les résultats exceptionnels du secteur minier (+19.6 pour cent), essentiellement en raison des travaux d'expansion de la mine de diamants d'Orapa qui, entrepris en 2000, ont permis de doubler la production de ce site. La croissance du PIB en volume devrait avoisiner 5.1 pour cent en 2001/02 et 6.1 pour cent en 2002/03, principalement suite au ralentissement de la production de diamants. Ainsi, malgré les progrès

réalisés jusqu'ici vers une diversification de l'économie, il reste nécessaire de poursuivre le processus.

L'exploitation minière, essentiellement de diamants, mais aussi de cuivre et de nickel, de soude, de charbon, d'une petite quantité d'or et d'autres minerais, forme la base économique du pays, et entre pour 37 pour cent dans le PIB de 2000/01¹. Le diamant représente quelque 94 pour cent de ce total. *Debswana*, partenariat 50/50 entre le conglomérat minier international De Beers et le gouvernement du Botswana, exploite les mines de diamants. Le secteur botswanais du diamant essaie d'opérer à pleine capacité et de vendre l'ensemble de

Figure 2 - PIB par habitant au Botswana et en Afrique (en dollars courants)



Source : Estimations des auteurs sur la base des données du FMI.

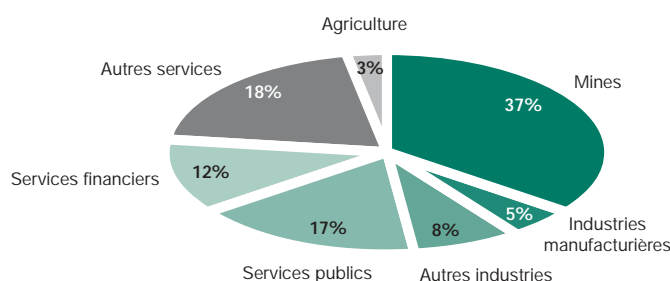
sa production, avec de légers ajustements pour des raisons de contrôle des stocks. Cependant, toute la production est exclusivement commercialisée par la *Diamond Trading Company* (DTC) de De Beers basée à Londres. Celle-ci régule les volumes qui arrivent sur le marché. En effet, en fonction des conditions à l'international, la DTC peut imposer des quotas sur les ventes, et n'acheter qu'un certain pourcentage de la capacité assignée à chaque producteur. Le reste de la production est stocké et vendu à la DTC lorsque le marché se redresse suffisamment.

Le Botswana est le deuxième plus gros producteur mondial en volume après l'Australie, et le premier en termes de valeur de la production. Il est donc très sensible aux cycles conjoncturels qui entraînent de fortes variations de la demande de produits de luxe. Il est également sensible aux facteurs psychologiques qui affectent la confiance des consommateurs, comme les attentats du 11 septembre.

Le ratio valeur/masse élevé du diamant ne confère pas au Botswana un avantage compétitif dans les secteurs

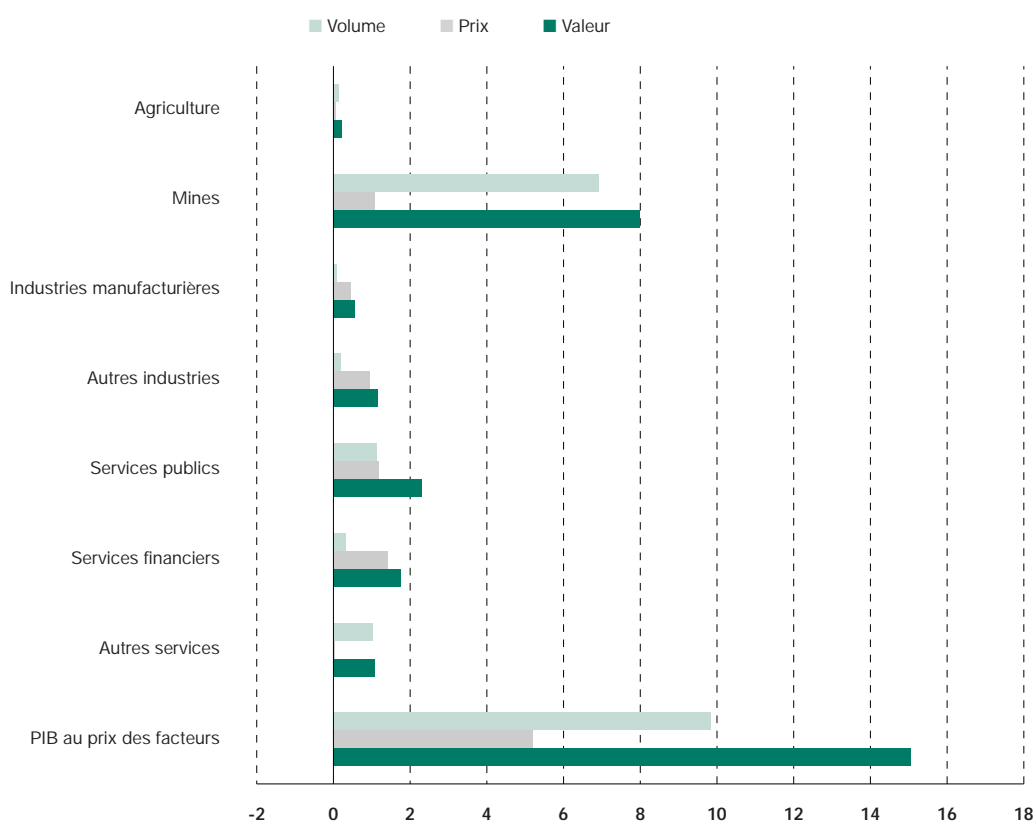
1. Malgré le pic dans la production enregistré en 2000/01, la part de la valeur ajoutée minière au PIB va en déclinant. Elle oscille entre 39.2 pour cent en 1989/90 et 33.4 pour cent en 1999/2000.

Figure 3 - Ventilation sectorielle du PIB en 2000/01



Source : Estimations des auteurs sur la base des données du Bureau central des statistiques.

Figure 4 - Contributions à la croissance du PIB en 2000/01



Source : Estimations et prévisions des auteurs sur la base des données du Bureau central des statistiques.

aval tels que la taille et le polissage. Étant donné le faible coût du transport par rapport à la valeur des diamants et l'accord de commercialisation de l'ensemble de la production minière *via* la DTC, les entreprises de polissage locales ne s'approvisionnent même pas en diamants bruts au Botswana. Les activités locales de taille et de polissage des diamants n'ont pas rencontré un grand succès financier car les travailleurs du pays n'ont

pas atteint des niveaux de productivité compétitifs à l'international.

Des investissements massifs dans la capacité de traitement alliés à une expansion de la capacité de production, ainsi que l'ouverture, en octobre 2002, des « *BK pipes* » de Damtshaa, près d'Orapa, ont porté le potentiel de production légèrement au-delà de

26 millions de carats. Cependant, d'après les autorités, toutes les grandes cheminées diamantifères connues sont désormais déjà exploitées au maximum de leurs possibilités, et, à l'avenir, seules de petites cheminées devraient être mises en exploitation. En effet, *Debswana* table sur une stagnation et une légère baisse de la production pour les 10 prochaines années.

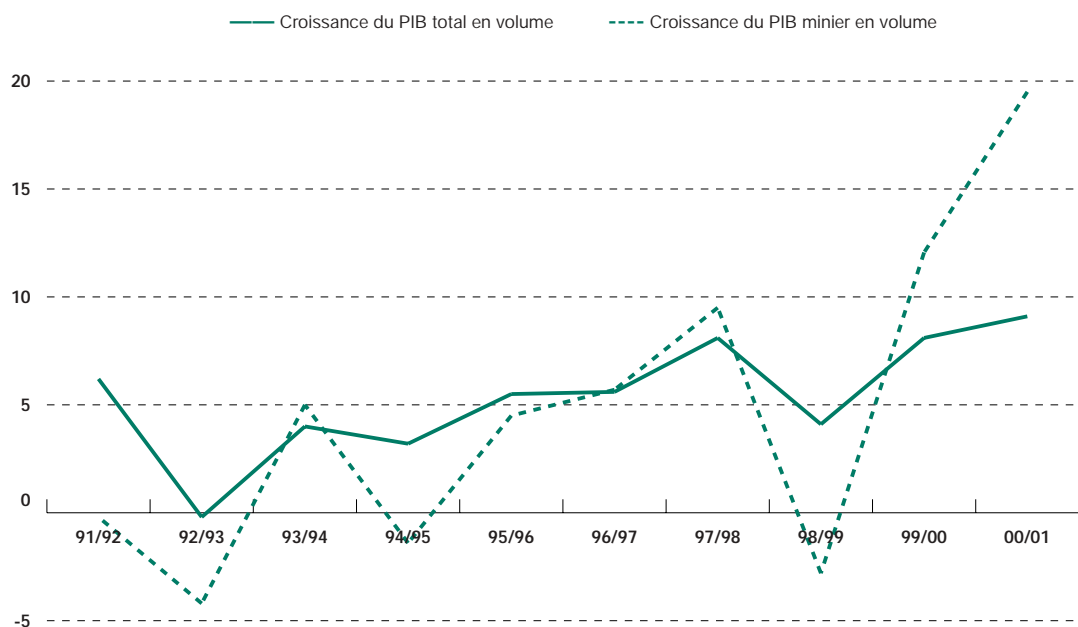
En 2000/01, la production de cuivre et de nickel a reculé, en termes réels, tandis que celle de soude s'est fortement accrue pour atteindre le double de la production 1999/2000. De plus, en 2003, une nouvelle mine d'or sera ouverte et exploitée par la compagnie australienne *Gallery Gold*. L'ensemble des réserves d'or exploitables sont estimées à 1 million d'onces environ. Toutefois, en 2002/03, l'extraction minière a peu de chances d'enregistrer la même croissance record qu'en 2000/01.

En 2000/01, la contribution des autres secteurs de l'économie au PIB a diminué, de 66.7 à 65 pour cent environ. La croissance réelle de la production non minière est passée de 5.7 pour cent en 1999/2000 à 4 pour cent en 2000/01 (chiffre le plus bas des six

dernières années). Ce ralentissement s'explique principalement par les performances médiocres des activités manufacturières et du BTP, qui ont reculé de 1.6 pour cent, à 3.5 et 2.4 pour cent, respectivement en 1999/2000. Le secteur manufacturier a souffert d'un ralentissement des commandes de textiles pour l'exportation et de l'impact de la fermeture de la principale usine de montage automobile du pays, début 2001, suite à la liquidation du site d'assemblage Hyundai de la *Motor Company of Botswana* (MCB). Le ralentissement dans le BTP est dû pour l'essentiel aux restrictions décidées par les pouvoirs publics suite à la croissance excessive qu'a engendrée la campagne électorale de 1999.

Malgré les mauvaises performances de ces dernières années, le gouvernement considère le développement des secteurs non miniers comme une étape cruciale pour diversifier les exportations au bénéfice de l'emploi. En fait, même si c'est principalement l'extraction de diamants qui contribue à la richesse du pays, elle ne requiert pas beaucoup de main-d'œuvre et représente environ 3 pour cent de l'emploi total dans le secteur formel. Les activités manufacturières entrent pour

Figure 5 - Taux de croissance du PIB total et minier



Source : D'après les données de la Banque du Botswana.

seulement 5 pour cent environ dans le PIB, mais emploient quelque 10 pour cent de la main-d'œuvre du secteur formel. On prête de plus en plus d'attention au développement du textile, car le Botswana remplit les conditions d'adhésion à l'AGOA (loi sur la croissance et les opportunités en Afrique), qui autorise l'exportation de textiles en franchise de droits vers le marché des États-Unis. Tandis que certaines entreprises commencent à exporter dans le cadre de l'AGOA, le gouvernement propose d'autres incitations à l'industrie manufacturière, par exemple en fixant un taux préférentiel de 15 pour cent pour l'impôt sur les sociétés.

Malgré une certaine amélioration en 2000/01, l'agriculture a enregistré une croissance négative, et sa part dans le PIB a fortement reculé. En 2000/01, elle représentait moins de 3 pour cent du PIB, alors qu'elle atteignait quelque 5 pour cent au début des années 90. Ce déclin s'explique par des obstacles majeurs, comme la récurrence des sécheresses, la pauvreté des sols, le manque de qualification de la main-d'œuvre, la faiblesse relative des investissements, en particulier dans l'irrigation, l'infrastructure et la commercialisation, ainsi que la résistance des agriculteurs traditionnels face aux nouvelles techniques agricoles améliorées. Ces obstacles empêchent ce secteur de remplir les objectifs nationaux : sécurité alimentaire, diminution de la pauvreté rurale et augmentation de la production et de la productivité agricoles.

Cependant, même si l'agriculture est actuellement peu significative pour la structure macro-économique du pays, elle revêt une importance au niveau national, car 50 pour cent de la population vivent en zone rurale, et la moitié environ tirent leur revenu de l'agriculture. Ce secteur emploie quelque 20 pour cent de la main-d'œuvre totale (secteurs formel et informel) du pays.

Étant donné la faible production agricole imputable à une pluviosité insuffisante, les pouvoirs publics ont déclaré que 2000/01 était une année de sécheresse et distribué gratuitement des semences aux agriculteurs gérant des terres en collectivité. Ces subventions, conjuguées à d'autres programmes de développement agricole, n'ont néanmoins pas réussi à améliorer la production et la productivité agricoles. Face à cette

situation, en avril 2002, le parlement a approuvé le Plan directeur national pour le développement de l'agriculture arable et de la production laitière (*National Master Plan for Arable Agricultural and Dairy Development - NAMPAADD*), qui devrait favoriser des transformations majeures au niveau des méthodes agricoles traditionnelles, afin d'accroître la productivité et de réduire les incertitudes associées aux conditions météorologiques locales. Ce plan vise également à fournir des opportunités commerciales viables au secteur agricole, pour que ce dernier cesse d'être axé sur l'agriculture de subsistance et devienne une véritable activité commerciale.

L'élevage, en particulier de bétail, constitue le pivot de l'agriculture, avec 80 pour cent environ de la production agricole. Ce segment a beau être en grande partie sous-développé et se caractériser par une agriculture extensive sur des terres gérées en collectivité, la production de viande de bœuf n'en constitue pas moins la deuxième source de devises, après le diamant. Même si le cheptel a diminué de 12 pour cent en 1996, suite à une épidémie de péripneumonie contagieuse bovine, il s'est fortement accru ces trois dernières années. En 2001, les agriculteurs ont vendu 170 000 têtes de bétail à la *Botswana Meat Commission*. Les ventes aux abattoirs n'avaient jamais atteint un chiffre aussi élevé depuis le début des années 90.

En droite ligne des performances médiocres des activités non minières, les banques, les assurances et le commerce ont reculé pour la troisième année consécutive. En 2000/01, ils n'ont progressé que de 2.9 pour cent, en termes réels (contre 4.3 en 1999/2000). En outre, le tourisme, qui repose sur l'importante faune et flore sauvage du pays et attire des visiteurs « peu nombreux mais qui rapportent », a connu une croissance négative en 2001, en raison de la crise politique que connaît le Zimbabwe voisin et des conséquences des attentats du 11 septembre aux États-Unis. Face au repli des services, les secteurs des transports et de la communication ont, quant à eux, augmenté de 5 pour cent, soit près du double du taux de croissance de l'année précédente, sous l'effet de l'essor rapide du transport aérien. Cette croissance s'explique par le recul des coûts d'exploitation suite à l'amélioration du service

aux passagers, à l'ouverture de nouvelles lignes et au renforcement des efforts de marketing. De plus, les télécommunications ont enregistré une forte croissance en 2000/01 : le nombre total d'abonnés à la téléphonie mobile est passé de 195 000 en décembre 2000 à

environ 315 000 un an plus tard, soit une hausse de 61 pour cent. Internet se développe lui aussi de manière notable : d'après les premières estimations, on dénombrait plus de 33 000 utilisateurs en 2001, contre 10 000 en 1999.

Tableau 1 - Composition de la demande (en pourcentage du PIB)

	1994/95	1998/99	1999/00	2000/01	2001/02(e)	2002/03 (p)
Formation brute de capital	25.8	36.8	24.6	21.3	24.2	24.5
Secteur public	8.4	16.8	8.0	6.8	8.0	9.1
Secteur privé	17.3	20.0	16.6	14.5	16.2	15.5
Consommation	63.7	62.8	56.0	57.2	61.7	60.2
Publique	28.9	30.6	27.4	29.5	32.5	32.2
Privée	34.7	32.2	28.6	27.7	29.2	27.9
Demande extérieure	10.6	0.4	19.4	21.5	14.2	15.3
Exportations	49.6	46.7	55.9	52.5	49.5	49.5
Importations	-38.9	-46.3	-36.5	-31.0	-35.3	-34.2

Source : Estimations et prévisions des auteurs sur la base des données du Bureau central des statistiques.

Les bonnes performances économiques du Botswana sont manifestement tirées par les exportations, qui ont permis à la consommation (privée et publique) de progresser ces dernières années. Selon les estimations, les dépenses publiques devraient augmenter en 2002/03, en raison principalement de la hausse des importations de produits alimentaires et d'une part plus importante du budget allouée aux dépenses sociales. Les investissements publics, qui ont décliné en 1999/2000 et 2000/01, du fait d'une sous-utilisation du budget pour le développement, auraient augmenté depuis 2001/02. Cela reflète le nouvel élan donné par les pouvoirs publics aux mesures favorisant la croissance. Pour être fortement soutenu par l'État, l'investissement dans le secteur privé est estimé à la baisse, souffrant d'une insuffisance du travail qualifié et d'une base économique étroite.

Politique macro-économique

Politique budgétaire et monétaire

Au Botswana, la politique budgétaire suit les orientations données par les plans successifs de développement national (*National Development Plans*),

dont le dernier, le Huitième Plan de développement national (*Eighth National Development Plan - NDP8*), court d'avril 1997 à mars 2003. Même si les fonds consacrés au développement représentent une proportion assez élevée du PIB, le gouvernement met en œuvre des politiques macro-économiques prudentes qui ont, depuis 1982/83, toujours débouché sur un excédent budgétaire, à l'exception de deux années. Les recettes budgétaires proviennent en grande partie des impôts et taxes, des redevances et des dividendes liés aux produits miniers, qui expliquent, pour l'essentiel, les excédents budgétaires enregistrés ces dernières années.

L'excédent budgétaire en pourcentage du PIB s'est encore accru en 2000/01, grâce à une amélioration des recettes totales provenant de recettes minières plus substantielles que prévu. Dans le même temps, les dépenses totales, dont les prêts nets, étaient inférieures de 3 pour cent aux prévisions, en raison de la sous-utilisation du budget pour le développement, qui reflétait à son tour les limitations de capacité. Pour l'exercice 2001/02, l'excédent budgétaire aurait baissé de 0.2 pour cent du PIB (les prévisions annonçaient un déficit de 0.2 pour cent du PIB), principalement en raison du recul des recettes minières et de la hausse

des dépenses de développement. La baisse des recettes minières en 2001/02 s'explique en partie par la fixation, depuis le deuxième semestre 2001, par De Beers, de quotas sur la vente de diamants et par la chute des cours internationaux du diamant. Pour 2002/03, le gouvernement prévoit une hausse de 38 pour cent des dépenses de développement afin de permettre aux ministères de mettre en œuvre le plus grand nombre possible de mesures du Huitième Plan de développement national. Même s'il est peu probable que tous les projets de développement soient menés à bien sur la période considérée, les pénuries régionales de denrées de consommation courante, qui feront grimper les prix des

céréales, et l'augmentation de la masse salariale exerceront des pressions à la hausse sur les dépenses (pour compenser l'inflation galopante). Néanmoins, le déficit devrait avoisiner 2.3 pour cent du PIB, soit en deçà des 4.5 pour cent prévus, suite à l'introduction d'une taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en juillet 2002, qui s'est accompagnée d'une amélioration du recouvrement fiscal. Les recettes publiques augmenteront donc. Il convient par ailleurs de noter que l'introduction de la TVA et l'amélioration du recouvrement fiscal contribueront à diversifier les sources de recettes publiques, qui ne se limiteront plus aux seules taxes sur les diamants.

Tableau 2 - Opérations financières de l'État^a (en pourcentage du PIB)

	1994/95	1998/99	1999/00	2000/01	2001/02(e)	2002/03(p)
Recettes totales^b	36.5	35.7	43.6	44.9	41.6	40.7
Recettes fiscales	29.6	26.2	36.2	38.4	36.0	35.3
Dépenses totales (et prêts nets)^b	34.9	42.1	38.0	36.7	41.4	43.0
Dépenses courantes	24.5	29.1	26.1	27.0	29.8	29.5
<i>Sans les intérêts</i>	<i>23.9</i>	<i>28.7</i>	<i>25.8</i>	<i>26.8</i>	<i>29.5</i>	<i>29.3</i>
Salaires	9.0	10.0	8.8	8.7	9.2	8.8
Paiements d'intérêts	0.7	0.4	0.3	0.3	0.3	0.3
Dépenses en capital	11.2	13.6	12.6	10.0	11.8	13.4
Solde primaire	2.3	-6.0	5.9	8.5	0.5	-2.0
Solde global	1.6	-6.4	5.6	8.2	0.2	-2.3

Notes : a L'exercice budgétaire commence au 1^{er} juillet.

b Seuls les principaux postes de recettes sont détaillés

Source : Estimations et prévisions des auteurs sur la base des données du ministère des Finances et du Programme de développement.

En 1998, le Botswana a connu une explosion du crédit, en raison du niveau élevé de la demande, et la masse monétaire au sens large (M2) s'est accrue de plus de 30 pour cent sur l'année. Depuis lors, l'objectif de politique monétaire de la Banque du Botswana (BOB) consiste à atténuer les pressions inflationnistes en maîtrisant davantage la croissance des agrégats monétaires. La progression de la masse monétaire s'est donc ralentie grâce aux interventions de la banque centrale sur le marché monétaire : vente de certificats de la Banque du Botswana, opérations de prise en pension et utilisation par les banques commerciales du mécanisme de prêt garanti, notamment. Fin 2001, l'encours des certificats de la Banque du Botswana s'est accrue de 39 pour cent en valeur par rapport au début

de l'année. L'efficacité des interventions de la banque centrale sur le marché monétaire a encore été renforcée par le passage à des adjudications hebdomadaires (et non plus mensuelles) et par le raccourcissement des échéances (91 jours). La plus grande fréquence des adjudications a permis à la Banque d'absorber les liquidités avec une plus grande souplesse et amélioré la gestion des liquidités pour les banques.

La tendance à la hausse de l'inflation, enregistrée depuis 1998, s'est inversée en 2001 : le taux moyen s'est établi à 6.6 pour cent, contre 8.5 pour cent en 2000. Ce recul s'explique par une série de facteurs, dont la baisse des cours internationaux du pétrole et le repli de l'inflation en Afrique du Sud, avec laquelle le Botswana

entretient des relations commerciales étroites (environ 74 pour cent de ses importations proviennent d'Afrique du Sud). Comme indiqué dans la déclaration de politique monétaire de février 2002, l'objectif d'inflation de la Banque du Botswana se situe entre 4 et 6 pour cent. Il ne s'agit pas d'un objectif formel, mais de la plage d'inflation nécessaire pour parvenir à stabiliser le taux de change effectif réel. Pour y parvenir, la politique monétaire se concentre sur un objectif intermédiaire : le taux de croissance du crédit au secteur privé, pour lequel une fourchette de 12.5 à 14.5 pour cent a été fixée. Au cours des six premiers mois de 2002, l'inflation est restée stable, fluctuant dans le haut de la fourchette. Pour 2001/2002, elle ressortait en moyenne à 6 pour cent. Cependant, l'inflation a commencé à progresser au deuxième semestre, suite à l'introduction de la TVA en juillet 2002, pour atteindre 10.1 pour cent en septembre, contre 5.9 pour cent en juin. Bien que la Banque du Botswana ait restreint sa politique monétaire en octobre et novembre 2002 (en atteignant le taux bancaire de 15.25 pour cent sur une base de 100 points)², le taux d'inflation moyen pour 2002/03 devrait dépasser l'objectif (environ 7.1 pour cent). Cela est dû à l'augmentation des prix des produits alimentaires, suite aux pénuries de céréales dans la région, et à la poussée inflationniste en Afrique du Sud, qui fera progresser l'inflation importée.

Le taux de change du pula est indexé sur un panier de monnaies qui comprend le rand sud-africain et les droits de tirage spéciaux (DTS). Ce système d'ancrage permet à la monnaie du Botswana de rester globalement stable en termes effectifs. Sur 2001, le pula s'est néanmoins apprécié de 21.8 pour cent en termes nominaux par rapport au rand et déprécié de 20.1 pour cent par rapport aux DTS, car la monnaie sud-africaine s'est fortement dépréciée par rapport aux grandes monnaies internationales. Conformément à leur objectif de maîtrise de l'inflation intérieure en 2001, les autorités n'ont pas dévalué le pula en réaction à l'effondrement du rand. Malgré ses inquiétudes à propos de la compétitivité, la Banque du Botswana ne devrait pas ajuster le panier de taux de change en 2003.

2. En deux étapes, sur une base de 50 points.

3. Votée en mai 2000.

Position extérieure

Traditionnellement, les accords commerciaux conclus par le Botswana sont essentiellement régis par l'Union douanière de l'Afrique australe (UDAA ou SACU), la plus ancienne union douanière d'Afrique, qui autorise la libre circulation de biens et le droit de transit entre l'Afrique du Sud et les pays BLNS voisins (Botswana, Lesotho, Namibie et Swaziland). Cependant, depuis janvier 2000, le Botswana est partie à l'accord de libre-échange signé entre l'Union européenne et l'Afrique du Sud, et, depuis septembre 2000, à l'Accord de libre-échange de la Communauté de développement de l'Afrique australe. En outre, le Botswana remplit les conditions l'autorisant à exporter en franchise de droits et de quotas vers les États-Unis, dans le cadre de la loi sur la croissance et les opportunités en Afrique (AGOA I)³, des produits dont les matières premières proviennent d'Afrique ou des États-Unis. En août 2002, un nouveau projet de loi, qui prévoit un élargissement des avantages procurés par l'AGOA I, a été adopté. Ce dernier, appelé AGOA II, classe désormais le Botswana parmi les pays les moins avancés. Par conséquent, les textiles fabriqués au Botswana peuvent entrer en franchise de droits sur le marché américain, quel que soit le pays d'origine du tissu ou des fils utilisés dans la fabrication.

En dépit de la forte demande d'importations, l'amélioration de ses résultats à l'exportation, due au secteur du diamant, permet au Botswana de dégager une balance des comptes courants excédentaire année après année. C'est pourquoi depuis une vingtaine d'années, le Botswana affiche une position extérieure solide.

Malgré de considérables excédents en 2000/01, la balance des comptes courants a perdu du terrain en 2001/02, en raison de la légère régression des exportations de diamants. Depuis le troisième trimestre 2001, les ventes de diamants ont été durement touchées par le ralentissement économique mondial, en particulier aux États-Unis, qui sont responsables de plus de la

moitié des achats de bijoux en diamants. Au cours du deuxième semestre 2001, la *Diamond Trading Company* a officiellement fixé des quotas sur les diamants. En outre, les exportations de cuivre et de nickel ont subi l'impact délétère de la chute des cours en dollars. Les exportations de bœuf ont en revanche progressé de 54 pour cent en raison de la hausse de la demande européenne, suite à l'épidémie de fièvre aphteuse au Royaume-Uni, à l'abattage d'un plus grand nombre de têtes de bétail et à la dépréciation du pula par rapport aux grandes monnaies internationales. Les exportations de soude vers l'Afrique du Sud ont elles aussi affiché une hausse de 12 pour cent. Côté importations, on

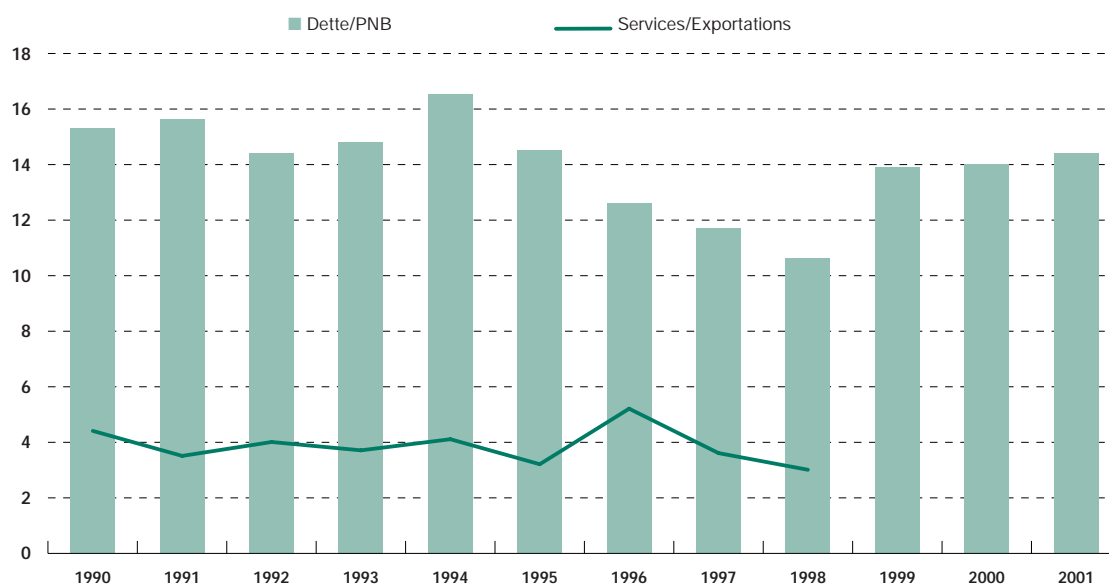
observe une légère augmentation des métaux et des produits à base de métaux, ainsi que des véhicules et de leurs pièces détachées. Les réserves de change se sont accrues de 21.5 pour cent (en pula), soit suffisamment pour couvrir 39 mois d'importations de biens et services. Mais ce phénomène s'explique principalement par la dépréciation de la monnaie locale par rapport aux grandes monnaies internationales. En dollars, les réserves ont régressé en 2001, essentiellement en raison de faibles rendements obtenus sur les principaux marchés financiers internationaux, et représentaient l'équivalent de 5.9 milliards de dollars, contre 6.3 milliards fin 2000.

Tableau 3 - Comptes courants (en pourcentage du PIB)

	1994/95	1998/99	1999/00	2000/01	2001/02(e)	2002/03 (p)
Balance commerciale	10.3	-0.1	18.9	21.0	13.5	15.0
Exportations de biens (f.o.b.)	43.6	39.8	49.7	46.9	42.9	43.5
Importations de biens (f.o.b.)	-33.3	-39.8	-30.8	-25.9	-29.4	-28.5
Services	0.3	0.5	0.5	0.5		
Revenu des facteurs	-2.8	-1.6	-5.5	-5.4		
Transferts courants	-3.7	-0.1	-0.2	-0.3		
Solde des comptes courants	4.1	-1.4	13.7	15.8		

Source : Estimations et prévisions des auteurs sur la base des données du Bureau central des statistiques.

Figure 6 - Part de l'encours de la dette dans le PIB et ratio du service sur les exportations de biens et services (en pourcentage)



Source : Banque mondiale.

Les exportations devraient augmenter en 2002/03, avec la remontée des ventes de diamants et, bien qu'à un degré moindre, les exportations de vêtements devraient s'accroître grâce à l'AGOA II. La hausse prévisible des importations tient à l'importance des dépenses publiques.

Le Botswana évite toujours de contracter de nouvelles dettes auprès d'établissements commerciaux. Selon la Banque mondiale, le stock garanti de sa dette extérieure se chiffrait fin 2001 à 850 millions de dollars des Etats-Unis, soit 14,4 pour cent du PNB. L'encours de la dette du pays se compose pour 63 pour cent de prêts multilatéraux et pour 32 pour cent de prêts bilatéraux, les 5 pour cent restants étant dus à des créanciers privés. Étant donné le faible niveau de sa dette et de l'ampleur de ses réserves de change, le Botswana fait partie des très rares pays en développement à ne pas avoir mis en œuvre le programme d'ajustement structurel du FMI et de la Banque mondiale. Même s'il est peu probable qu'il emprunte massivement aux taux du marché, des signes montrent que la bonne note de solvabilité que Moody's et Standard & Poor's lui ont attribuée en mars 2001 – renouvelée en 2002 (A2 et A respectivement) – peut encourager quelques tentatives de pénétration sur les marchés monétaires internationaux. Ces notes, de loin les plus favorables obtenues par un pays d'Afrique, ont été demandées par le gouvernement afin de fournir une référence aux marchés, se forger un bon palmarès et permettre aux établissements parapublics et aux investisseurs privés botswanais d'emprunter à l'étranger à des conditions plus avantageuses.

Questions structurelles

Dans le cadre du Huitième Plan de développement national (NDP8), le gouvernement cherche à diversifier l'économie et à accroître les possibilités d'emploi. Une évaluation de mi-parcours du NDP8, menée en 2000, a permis de déterminer les priorités du NDP9 (qui guidera la formulation et la mise en œuvre de la politique économique d'avril 2003 à mars 2009). Plus précisément, elle a identifié plusieurs domaines d'intervention, dont la croisade contre le VIH/sida, la

lutte contre le chômage et la pauvreté, la poursuite de la réforme du secteur public, l'accélération de la diversification économique, l'amélioration de la maîtrise des dépenses publiques et le renforcement du pouvoir économique des citoyens.

La stabilité politique et économique du pays, l'absence de contrôle des changes, le faible coût de la main-d'œuvre locale et une politique fiscale avantageuse, qui plafonne à 25 pour cent le taux de l'impôt sur les sociétés, rendent le Botswana très attrayant aux yeux des investisseurs. Instaurée par une décision du Parlement en 1997, la *Botswana Export Development and Investment Authority* (BEDIA) vise à promouvoir les opportunités d'investissement au Botswana, ainsi qu'à rechercher des débouchés pour l'exportation de produits locaux dans le but de réduire la dépendance de ce pays vis-à-vis des diamants et du bœuf. Grâce à son guichet unique, la BEDIA propose aux investisseurs des services liés à l'acquisition de terrains, à la recherche de locaux, aux permis de travail et de séjour, aux visas, aux subventions et à toutes les autres autorisations officielles.

Parallèlement aux mesures visant à encourager l'investissement direct étranger, le Botswana incite les entrepreneurs locaux à renforcer leur participation à l'activité économique du pays. Parmi les domaines aujourd'hui soutenus, le textile et l'habillement sont considérés comme les plus prometteurs, en particulier lorsque l'on considère les avantages découlant de l'AGOA II, évoqué plus haut. Par le passé, l'État a lancé plusieurs initiatives et programmes visant à renforcer le pouvoir économique des citoyens, mais qui n'ont en fait pas produit les résultats escomptés. Il s'agit par exemple du programme d'aide financière (*Financial Assistance Policy* - FAP), qui, dans ses dernières années, a enregistré un fort taux de faillite parmi les entreprises qui en avaient bénéficié. En outre, certains bénéficiaires avaient largement abusé du dispositif. Celui-ci a pris fin en 2001. En 2001, pour surmonter les faiblesses et difficultés rencontrées par le FAP et d'autres programmes, le gouvernement a lancé l'Agence de développement de l'entrepreneuriat citoyen (*Citizen Entrepreneurs Development Agency* - CEDA), dont la mission consiste à venir en aide aux Botswanais qui

veulent créer leur entreprise ou développer une entreprise existante. Cette aide comprend une formation axée sur les compétences managériales et de gestion, un suivi et un encadrement, un financement et un partage des risques. L'aide financière proposée par la CEDA prend la forme de prêts à des taux préférentiels. Ce ne sont plus des subventions sans conditions comme en accordait le FAP. Le succès de la CEDA dépendra essentiellement de sa capacité à éviter de soutenir et de subventionner des entreprises non viables.

Nonobstant l'effort des pouvoirs publics pour attirer l'IDE afin de promouvoir le développement du secteur privé et la diversification de l'économie, pour qu'elle s'affranchisse de sa dépendance vis-à-vis des activités minières, les entrées d'investissements étrangers sont en recul (de 100 millions de dollars en 1997 à 57 millions en 2001). Le Botswana a perdu sa place de principal bénéficiaire d'IDE parmi les membres de la SADC (Communauté pour le développement de l'Afrique australe), car d'autres pays de ce groupe commencent à s'ouvrir à ce type de capitaux, principalement par le biais de la privatisation, processus que le Botswana n'a pas encore mis en œuvre, comme nous y reviendrons plus loin. Ces performances médiocres en termes d'IDE s'expliquent aussi par l'insuffisance de la main-d'œuvre qualifiée, le coût élevé des services à la collectivité et un marché intérieur limité. En outre, dans les activités manufacturières et les services, l'IDE ne représente que 2 pour cent environ du stock total d'entrées de capitaux étrangers. Selon la Banque du Botswana, 79 pour cent des investissements directs étrangers continuent de s'orienter vers les mines, suivies par le commerce de gros et de détail ainsi que la finance, qui représentent respectivement 8 et 6 pour cent du stock d'IDE. Les IDE proviennent principalement d'Afrique du Sud (61 pour cent), puis des pays de l'Union européenne (36 pour cent) et des États-Unis (1 pour cent).

La privatisation n'en est qu'à ses débuts au Botswana. Au troisième trimestre 2001, la *Public Enterprise Evaluation and Privatisation Agency* (PEEPA) a été créée, avec pour mission de surveiller les résultats des entreprises publiques et de conseiller le gouvernement sur le processus de privatisation. La PEEPA est placée

sous la houlette du ministère des Finances et de la planification du développement.

Le programme de privatisation du Botswana consiste en une vaste politique du développement, qui ne se cantonne pas à la restructuration des entreprises. Il doit contribuer à l'objectif de diversification économique et de renforcement de la participation du secteur privé local. Contrairement à bon nombre d'autres pays d'Afrique subsaharienne, le Botswana n'a pas adopté la privatisation comme un remède à la crise financière, économique ou politique, mais dans le but d'accroître l'efficacité de la fourniture de services et les opportunités de croissance pour le secteur privé. En outre, alors que, dans nombre d'autres pays comme la Zambie et la Tanzanie, l'État cède la plupart des entreprises publiques, au Botswana, la privatisation doit s'opérer de manière sélective, au cas par cas.

La PEEPA mène actuellement une étude préliminaire sur les principales entreprises publiques afin d'évaluer leurs performances et d'analyser les gains potentiels de la privatisation. D'après les résultats de ce diagnostic, la PEEPA élaborera un plan directeur de privatisation, sur lequel s'appuieront les politiques mises en œuvre, et définira les méthodes et les mesures à adopter dans le cadre de la privatisation. Pour renforcer les moyens d'action des citoyens, l'État aidera les Botswanais à acquérir des parts dans des entreprises privatisées, en recourant, par exemple, aux fonds de pension pour acheter des actions au bénéfice de leurs membres ou en permettant à la direction et aux salariés d'acquérir des actions dans des conditions spéciales. Cependant, lorsque l'objectif consiste à attirer des compétences en matière de technologie et de management, le processus de privatisation sera ouvert aux investisseurs africains, voire à des multinationales d'autres continents. Pour la plupart des entreprises publiques, la privatisation devrait s'opérer *via* des introductions en Bourse.

Air Botswana est la première entreprise publique à figurer sur la liste des privatisables. En 1995, cette compagnie aérienne a entrepris une vaste restructuration et rationalisation, qui lui a finalement permis de dégager des bénéfices après de longues années de pertes. Suite

à cette restructuration, la privatisation d'Air Botswana était considérée comme une opportunité d'élargissement du marché, grâce à l'apport d'expertise et de technologies. Elle était prévue pour 2001, mais a été retardée en raison d'une dégradation des conditions de ce secteur et de l'économie internationale.

Le principal obstacle aux activités de la PEEPA tient à son manque de pouvoir, lié à son statut, qui l'empêche de mener la privatisation. Les entreprises publiques et certaines administrations publiques peuvent ainsi ignorer les demandes et les initiatives émanant de la PEEPA destinées à lancer le processus. L'autre difficulté tient à l'absence d'un cadre réglementaire apte à protéger les consommateurs des tendances monopolistiques de certaines entreprises de services à la collectivité ou à définir l'environnement dans lequel les entreprises privées doivent entrer en concurrence.

Le système financier du Botswana se caractérise par des établissements relativement solides et rentables, ainsi que par une infrastructure de qualité, un bon réseau de télécommunications et des mécanismes de soutien institutionnel. Le Botswana dispose d'un secteur bancaire bien développé, comprenant notamment *Barclays*, *Standard Chartered*, *Standard Bank Investment Corporation* (Stanbic), *First National Bank* et *Bank of Baroda* (créée en mars 2001), deux banques commerciales et d'affaires et un certain nombre d'organismes financiers spécialisés dans le développement. En 2001, en consultation avec les banques commerciales, la Banque du Botswana a achevé l'élaboration d'un cadre stratégique pour le système national des paiements (*Strategic Framework on the National Payments System*).

Le Botswana est également en train de développer un centre international de services financiers (*International Financial Services Centre - IFSC*). Lancé en mars 2000, celui-ci doit servir d'intermédiaire efficace pour les fonds d'investissement provenant d'Afrique du Sud et du reste du monde et destinés à d'autres régions d'Afrique. Même si l'on ne pourra juger de la réussite de ce projet qu'à long terme, les autorités sont optimistes. En 2001, dix projets sont en effet devenus opérationnels, et les perspectives sont

prometteuses. Certaines banques quittent Johannesburg pour le Botswana dont la réputation s'est améliorée suite à l'attribution d'une bonne note de solvabilité. Au terme de leur première année d'existence, les premiers projets ont acquitté leurs premiers impôts.

Parmi les autres réformes menées récemment, on peut citer la réorganisation de la *Botswana Development Corporation* (BDC). Présente dans tous les secteurs de l'économie à l'exception des mines, cette banque publique de développement accorde des prêts à des entreprises privées, acquiert des participations et met à disposition des locaux commerciaux, industriels et résidentiels aux prix du marché. Elle offrait également des garanties pour les prêts bancaires classiques. En 1995, la BDC a engagé une stratégie de cessions, qui, conformément aux politiques nationales, favorisait fortement les investisseurs du pays au détriment des étrangers. En outre, elle n'est plus une banque de développement traditionnelle et s'oriente davantage vers des activités de banque commerciale, en évaluant les investissements et en y participant en fonction de leur viabilité économique. Les réformes qu'a subies la BDC, ses stratégies de cessions et l'introduction d'un nouveau système de taux de change flottant font un établissement solide, mieux à même d'aider les citoyens à participer à l'activité économique du pays. En 2001, la BDC a enregistré de bons résultats, avec une hausse de 28.7 pour cent de ses bénéfices par rapport à 2000. En 2001, son portefeuille d'investissements se répartissait sur trois secteurs clés : aménagement et gestion immobiliers (50 pour cent), industrie et agro-alimentaire (39 pour cent) et services (11 pour cent).

La Bourse du Botswana (*Botswana Stock Exchange - BSE*) a été créée en 1995. Elle a succédé au marché des actions du Botswana (*Botswana Share Market*), instauré en 1989. Les premières réformes ont porté sur la révision des règles de contrôle de la Bourse du Botswana afin de permettre la double cotation. Avec ce système, les actions de certaines sociétés peuvent être cotées à la fois à la BSE et sur d'autres places boursières internationales. Fin 2001, le pays comptait 16 sociétés cotées, dont la capitalisation boursière s'élevait à 8.91 milliards de pula (1.31 milliard de dollars), tandis que l'indice des entreprises locales

(*domestic companies index* - DCI) grimpait cette même année de 69 pour cent. La BSE a enregistré des gains significatifs suite à la relance attendue de la demande provoquée par la mise sur pied, en avril 2001, d'une caisse de retraite financée par les cotisations (*Funded Contributory Pension Scheme*) pour la fonction publique, dont 30 pour cent des actifs doivent être investis dans le pays. Des gains plus importants étaient prévus en 2002, mais le DCI ayant perdu du terrain entre mars et décembre, leurs effets ne se font pas sentir.

Contexte politique et social

Le Botswana est un pays politiquement stable, qui organise des élections tous les cinq ans. Globalement, le gouvernement respecte les principes démocratiques. Les institutions fonctionnent de manière efficace, de sorte que l'exécutif et le législatif se font contrepoids. Par conséquent, le secteur privé jouit d'un cadre de politique économique assez facilement prévisible et stable. La corruption est relativement peu répandue au Botswana. Ce dernier se classe au 24^e rang des pays les moins corrompus au monde selon l'indice 2002 de perception de la corruption de *Transparency International*, et à la première place sur le continent africain.

Malgré ses performances économiques remarquables, et plusieurs initiatives relatives au bien-être social et à la mise en place de filets de protection sociale, le Botswana souffre toujours d'une pauvreté largement répandue, qui s'explique principalement par la faiblesse du tissu économique dans les zones rurales, l'insuffisance des capacités humaines, l'inégalité de l'accès aux ressources, des problèmes socio-culturels (y compris les inégalités entre hommes et femmes) et un taux de chômage élevé, estimé à plus de 15 pour cent de la population active en 2001. L'État cherche à mettre la décentralisation au service du développement rural. Cependant, pour concrétiser cette décentralisation, il est non seulement nécessaire que le processus de

planification national soit cohérent, transparent et permette de contrôler les activités, mais aussi que les capacités locales (à l'échelon du district et aux échelons inférieurs) soient suffisantes. L'épidémie de VIH/sida nuit, elle aussi, au développement du Botswana. En effet, cette maladie constitue à la fois une cause et une conséquence de la pauvreté, du chômage et des inégalités, et prive inévitablement d'autres domaines prioritaires de précieux moyens. Les autres causes de la pauvreté sont notamment :

- les problèmes fonciers : par exemple, l'absence de sécurité d'occupation des terres et d'accès aux ressources complémentaires, comme les prêts permettant une utilisation productive des terres ;
- la sécheresse et le risque qui en découle pour les investissements dans l'agriculture.

Les statistiques disponibles indiquent qu'en 1993/94, 47 pour cent de la population vivaient en deçà du seuil de pauvreté⁴. Même si ce pourcentage a régressé par rapport aux 59 pour cent enregistrés en 1985/86, le recul est lent en comparaison des taux de croissance économique impressionnants atteints par le pays. D'après l'enquête de 1993/94 sur le revenu et les dépenses des ménages, l'indice de Gini est égal à 0.537 et les 20 pour cent des ménages les plus riches reçoivent 59 pour cent du revenu national. Les extrapolations réalisées par le PNUD sur la base des enquêtes de 1985/86 et de 1993/94 sur le revenu et les dépenses des ménages indiquent qu'en 2001, la proportion de la population vivant en dessous du seuil de pauvreté avait chuté à 36.7 pour cent. La distribution du revenu et l'incidence de la pauvreté se traduisent par des disparités entre hommes et femmes et sont liées à la répartition de la population entre zones rurales et urbaines. Géographiquement parlant, la pauvreté est plus grande dans les campagnes, où 55 pour cent de la population vit en deçà du seuil de pauvreté en 1993/94, contre 46 pour cent dans les villages urbains et 29 pour cent en zone urbaine. La pauvreté varie également fortement en fonction des régions. C'est dans le centre et le nord-est du pays que l'on trouve le

4. Le seuil de pauvreté national pris comme référence au Botswana en 1993/94 (101 pula par personne et par mois, aux prix de juin 1994) équivaut environ à 37.2 dollars des États-Unis par mois au taux de change de 1994. Le seuil de pauvreté national du Botswana est donc légèrement plus élevé que celui utilisé par les organisations multilatérales (« un dollar par personne et par jour »).

plus grand nombre de pauvres, mais le taux de pauvreté est particulièrement élevé dans les régions occidentales de Ghanzi et Kgalagadi, où le climat et les sols ne sont pas du tout adaptés à l'agriculture de labour.

Le gouvernement s'est lancé dans un effort concret de lutte contre la pauvreté afin d'éliminer ce fléau d'ici 2016, comme l'indique la vision stratégique nationale (*National Strategic Vision*). A moyen terme, l'objectif est de réduire l'incidence de la pauvreté d'ici 2007, pour qu'elle tombe à moins de 23 pour cent. C'est à cette fin qu'a été rédigé le premier projet de stratégie de réduction de la pauvreté au Botswana (*Botswana Poverty Reduction Strategy - BPRS*) en octobre 2001. Cette stratégie adopte un concept multidimensionnel de la pauvreté qui englobe les aspects monétaires, les aptitudes et la participation. Elle identifie et recommande 16 programmes qui doivent être mis en œuvre sur une période de dix ans et qui cherchent à accroître l'accès des pauvres aux investissements sociaux et à renforcer les moyens des administrations locales dans le but de réduire la pauvreté.

Le Botswana dispose d'un système de santé dans lequel les soins primaires sont gratuits ou quasiment gratuits pour tous. Au début des années 90, environ 85 pour cent de la population rurale avaient accès à un établissement de santé situé à moins de 15 km de leur domicile. Cependant, au cours des dix dernières années, l'épidémie de VIH/sida a fait perdre au Botswana une bonne partie des avancées impressionnantes qu'il avait réalisées dans le domaine de la santé, et a conduit à une incidence élevée de maladies opportunistes, comme les affections respiratoires (dont la tuberculose) et les infections gastro-intestinales.

Le Botswana souffre en effet de l'un des taux d'infection les plus élevés au monde. Ce pays se caractérise par une tradition de migration de la main-d'œuvre en direction de l'Afrique du Sud. Par ailleurs, les Botswanais ont l'habitude d'aller et venir, selon les saisons, entre leur village d'origine, les terres à cultiver et les campements nomades qui suivent les troupeaux, et, plus récemment, les zones urbaines. Ces tendances

font de la population du Botswana l'une des plus mobiles au monde. Cette mobilité constante atténue la distinction entre zone rurale et zone urbaine, du moins en termes de schémas de morbidité. Le Botswana est aussi un lieu de transit pour l'acheminement de marchandises vers le Nord depuis l'Afrique du Sud et vers le Sud depuis d'autres pays d'Afrique australe et le reste du monde. Ces facteurs expliquent en partie la forte proportion de séropositifs et de malades du sida, ainsi que le faible écart entre zones rurales et urbaines au Botswana⁵.

Le taux de contamination par le VIH est très élevé : 39 pour cent chez les 15-49 ans. On estime que 35.5 pour cent des cas de contamination chez les femmes se produisent entre 15 et 19 ans. Pour les hommes de la même tranche d'âge, le taux serait de 14 pour cent. En outre, la prévalence du VIH pour tous les groupes d'âge n'a cessé de progresser pour atteindre, en 2001, au moins deux fois le niveau de 1992. Selon le Rapport sur le développement humain du PNUD, l'espérance de vie a régressé de 67 ans en 1991 à 40.3 ans en 2000. En conséquence, sur les deux décennies à venir, ce pays perdra une grande partie de sa main-d'œuvre compétente et expérimentée, ce qui freinera considérablement sa productivité, et, partant, le rythme de sa croissance économique. En 2000, l'institut d'analyse des politiques de développement du Botswana (*Botswana Institute for Development Policy Analysis - BIDPA*) a mené une étude sur l'impact macro-économique du VIH/sida. Les résultats font apparaître un recul de la croissance annuelle du PIB de 2.5 points de pourcentage sur la période 1996-2021 par rapport au chiffre qui aurait été obtenu en l'absence d'épidémie.

Ainsi, d'après les prévisions, en 2021, l'économie sera moins développée de 31 pour cent par rapport à la situation sans épidémie. En 2000, le gouvernement a fait de la lutte contre la pandémie une urgence nationale et lancé un certain nombre de grandes mesures supplémentaires à cet égard. Le comité national de lutte contre le sida (*National Aids Co-ordination Agency - NACA*) a été créé fin 2000, avec pour mission de coordonner les actions du ministère de la Santé, du

5. Un autre facteur explicatif est le système de services publics, qui transfère les agents d'un poste à l'autre, séparant ainsi les conjoints.

ministère des Finances et de la planification du développement, ainsi que des organismes donneurs. Il s'agit de déployer des stratégies de prévention et de créer, dans tout le pays, des centres de conseil et de dépistage volontaire. De nombreuses initiatives sont actuellement coordonnées par le NACA. Le Botswana est ainsi le premier pays d'Afrique à lancer un programme national de prévention de la transmission de la mère à l'enfant (*Prevention of Mother to Child Transmission Programme - PMTCT*) qui donne des conseils et propose des examens gratuits pour les femmes enceintes. Il leur permet de s'inscrire et de recevoir des traitements. En outre, en octobre 2001, les pouvoirs publics ont lancé un programme de traitement antirétroviral, qui fournira gratuitement des médicaments antirétroviraux par le biais du service de santé publique.

Début 2002, 250 patients recevaient un traitement antirétroviral dans un centre médico-sanitaire à Gaborone. Et début 2003, 19 000 personnes devraient bénéficier d'un traitement financé par l'État. Jusqu'ici, il est difficile d'évaluer l'impact de cette politique car trop peu d'individus ont accès au traitement. D'après les estimations, plus de 280 000 personnes sont en fait affectées par cette maladie. Le budget 2002/03 consacre 50 millions de dollars (environ 1 pour cent du PNB) à la lutte contre le VIH, dont 4.5 millions pour des traitements antirétroviraux. Le secteur privé soutient également les efforts des autorités visant à atténuer l'impact de cette pandémie : il distribue des médicaments antirétroviraux à ses salariés. *Debswana* (extraction de diamants) est devenue une entreprise modèle pour ce qui est de la lutte contre le VIH/sida. Selon elle, tous les niveaux de l'organisation, de la taille des diamants au siège de Gaborone, sont touchés par le sida (18.8 pour cent de ses salariés les mieux rémunérés sont séropositifs). Elle dispose de deux hôpitaux pour les 6 196 personnes qu'elle emploie, et prend en charge 90 pour cent du coût du traitement pour les salariés qui ne sont pas couverts par une assurance maladie. En outre, *Debswana* paye également le traitement des conjoints.

Pourtant considéré comme l'un des meilleurs d'Afrique, le système éducatif du Botswana ne donne pas aux individus les moyens d'accéder à des emplois

sur un marché du travail où la concurrence est vive. C'est pourquoi les taux de chômage et de pauvreté sont aussi élevés. Ainsi, malgré la progression considérable du taux brut d'inscription dans le primaire et le secondaire (116 et 89 pour cent respectivement), la qualité de l'enseignement laisse à désirer en raison de la forte proportion d'enseignants sans formation. La situation est aggravée par le taux de prévalence élevé du VIH/sida, qui a des effets dévastateurs sur l'offre et la qualité de l'enseignement. Le VIH/sida contraint également certains élèves à abandonner leurs études secondaires, notamment les jeunes filles séropositives enceintes qui souffrent de maladies opportunistes. Cependant, dans le budget 2002, c'est l'éducation qui bénéficie de la plus grosse enveloppe : près d'un quart du budget total (23 pour cent). L'État a donc l'intention d'investir massivement dans l'éducation de manière à renforcer le développement des compétences pour améliorer la productivité et créer des emplois, comme l'énonce la vision stratégique nationale pour 2016. Suite aux recommandations de la nouvelle politique nationale d'éducation (*Revised National Policy on Education*) de 1994, les objectifs et le contenu des programmes du secondaire ont été revus afin de mettre l'accent sur la préparation à la vie professionnelle. C'est pourquoi l'État a lancé en 2000 un programme d'enseignement technique (*Botswana Technical Education Programme*), dans le but d'accroître la formation technique dans le pays. En outre, l'Université du Botswana continue de s'étoffer et accueille désormais beaucoup plus d'étudiants qu'avant (en 2002, l'on comptait plus de 11 000 étudiants, contre 3 600 dix ans auparavant). De plus, un grand nombre d'entre eux partent suivre des études ou une formation à l'étranger lorsque leur spécialité n'est pas enseignée dans leur pays.

